

LGBTPHOBIES: ÉTAT DES LIEUX 2019

Flora Bolter, Denis Quinqueton, Jasmin Roy

13/05/2019

Alors que les agressions LGBTphobes se sont multipliées ces derniers mois en France, relayées par la presse et les réseaux sociaux, quel état des lieux dresser des LGBTphobies dans la société française en 2019 ? Qui sont les victimes ? Quel est le profil des agresseurs ? Les deux directeurs de l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean-Jaurès, Flora Bolter et Denis Quinqueton, et Jasmin Roy, président fondateur de la Fondation Jasmin Roy-Sophie Desmarais, analysent les résultats d'une enquête qui s'inscrit dans la continuité de celle qui avait été réalisée en juin 2018, "L'homophobie dans la société française".

[Lire les résultats de l'enquête en intégralité](#)

Les chiffres clés

Combien de victimes ?

- Globalement, le nombre de victimes d'au moins une forme d'agression LGBTphobe a augmenté faiblement en un an (+ 2 points, à 55%) mais certains types d'agressions enregistrent une hausse significative, en premier lieu desquels les actes de violences physiques (gifles, coups...) : les résultats montrent que près d'un LGBT sur quatre en a déjà été victime au cours de la vie (22%, +5 points par rapport à l'étude de juin 2018) et que le nombre de victimes de ce type de violences au cours des douze derniers mois a doublé entre juin 2018 (3%) et avril 2019 (7%).
- La tendance est en revanche plus stable pour les autres formes d'agressions mesurées comme par exemple les injures (29%, +1 point), les destructions de biens (21%, =) ou encore les attouchements à caractère sexuel (22%, -2 points).
- La comparaison des résultats avec les données recueillies en 2018 va plutôt dans le sens d'un alignement du taux de victimation des bisexuel(le)s sur celui des homosexuel.le.s dans la mesure où c'est dans les rangs des bis que la tendance à la hausse est la plus forte : + 8 points chez les personnes se disant bisexuelles (54%) quel que soit le type d'agressions, + 9 points pour les actes de violences physiques (gifles, coups...).
- Cette montée de la « biphobie » se retrouve à une échelle de temps plus large lorsqu'on

observe l'évolution du nombre de victimes d'agression au cours des dix dernières années qui progresse fortement chez les bisexuel.le.s aussi bien pour les agressions verbales (+ 8 points, à 24%) que physiques (+ 6 points, à 16%).

- Il n'en reste pas moins que les gays et les lesbiennes font toujours plus l'objet d'un rejet que les autres : un tiers des homosexuel.le.s ont ainsi déjà été victimes d'injures ou de menaces verbales dans la rue (37%) ou dans les lieux publics (32%), contre à peine un bi sur cinq (21%). Les agressions physiques en milieu scolaire ou périscolaire ont aussi déjà affecté beaucoup plus de personnes homosexuelles (29%) que bisexuelles (18%).

Qui sont les agresseurs ?

- La majorité des victimes déclarent avoir été agressées par des personnes qui étaient alors en groupe (61%) même si elles sont peu nombreuses à avoir été frappées par plusieurs personnes en même temps (21%).
- La personne ayant donné les coups était, dans la très grande majorité des cas, un homme (78%) plutôt jeune : les trois quarts des LGBT ont été agressés par une personne dont elles situent l'âge en-dessous de 30 ans (75%), sachant que la majorité d'entre elles (53%) le situent plus précisément entre 18 et 30 ans.
- Au-delà des caractéristiques sociodémographiques des agresseurs, il ressort de la description spontanée qu'en donnent les victimes un profil varié où dominent des éléments ayant trait à la force physique (10% décrivent une personne de grande taille) et à l'agressivité (7%) des agresseurs qui expliquent sans doute leur position de force.
- La résignation semble encore la réaction la plus répandue au regard du nombre limité de victimes d'agressions physiques ayant signalé les faits aux forces de l'ordre (27%) ou ayant déposé plainte officiellement (20%). Le recours aux associations d'aide aux victimes (comme SOS homophobie) constitue également une réaction assez rare (19%).

Quel est l'impact de la LGBTphobie sur la vie des minorités sexuelles ?

- Cet environnement homophobe induit un sentiment d'insécurité qui conduit nombre de LGBT à adapter leurs pratiques quotidiennes par des stratégies d'invisibilité dans l'espace public : près des deux tiers des LGBT ont ainsi déjà évité de tenir la main (62%) ou d'embrasser (63%) un partenaire de même sexe en public. De même, la moitié des LGBT ayant déjà été en couple avec une personne du même sexe ont déjà évité de se montrer à leurs voisins en compagnie d'une personne du même sexe.
- L'intériorisation du risque d'agression homophobe débouche également sur des stratégies d'évitement de certains territoires perçus comme anxiogènes. Ainsi, environ un tiers ont déjà

- évité de se rendre dans certaines zones (37%) ou de rentrer seuls à leur domicile (33%).
- Le degré d'homophobie quotidienne pousse ainsi certains LGBT à rechercher d'autres espaces plus respectueux des sexualités minoritaires. Ainsi, 16% des homosexuel.le.s aimeraient quitter leur ville de résidence en raison du climat d'hostilité à l'égard de leur orientation sexuelle. De même, près d'un LGBT sur cinq actuellement en cours d'étude (lycéens, étudiants) souhaiterait quitter son établissement scolaire pour cette raison.
 - Enfin, les agressions ou discriminations homophobes accroissent fortement le risque de comportement suicidaire chez les minorités sexuelles si l'on en juge par le très haut niveau de risque suicidaire chez les personnes ayant été récemment agressées : 60% des LGBT victimes d'une agression physique récemment admettent avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois, contre 18% chez les LGBT n'ayant jamais été agressés et moins de 5% chez l'ensemble des Français. Les phénomènes d'exclusion, de mépris ou de stigmatisation semblent donc aggraver les causes habituelles de comportement suicidaire déjà trois fois plus élevé chez les LGBT (24%) que dans la population générale (7%).

Quatre agressions rapportées dans la presse et sur les réseaux sociaux en 2018 et 2019 résument la réalité, à vrai dire absurde, des LGBTphobies. Deux femmes déjeunent dans un restaurant un samedi et se font agresser verbalement puis physiquement par un homme qui déjeune en famille à quelques tables d'elles. Pourquoi ? Pour rien, ces deux femmes sont ensemble et heureuses de l'être. Deux hommes sont dans la file d'attente de la caisse d'un supermarché, avec un caddie rempli de provisions pour leur foyer. Une femme, derrière eux, se met à les insulter et leur promet de terribles sévices, devant sa fille qui n'a pas dix ans. Pourquoi ? Pour rien, elle a déclaré ensuite être fatiguée de sa journée. Une jeune femme se trouve place de la République, en marge d'un rassemblement de soutien au peuple algérien cherchant à conquérir liberté et démocratie. Elle se fait insulter et agresser. Pourquoi ? Pour rien, elle est une femme, mais n'a pas été assignée comme telle à la naissance. Un jeune de seize ans étudie tranquillement dans son lycée privé. Ses camarades de classe commencent à l'insulter, et le rythme monte crescendo, avec des insultes en plein cours, du harcèlement par Snapchat, des vidéos humiliantes, des menaces. Ses parents se plaignent auprès de l'établissement, qui leur fait savoir qu'il n'aurait pas dû faire connaître son orientation sexuelle. Pourquoi ? Pour rien, c'est un adolescent comme tous les autres.

LGBTphobies : la parole des victimes se libère

Les LGBTphobies, c'est comme ça. Les jours se déroulent comme pour tout le monde, avec les mêmes joies, les mêmes peines, les mêmes victoires, les mêmes angoisses... Et puis, soudain, un obstacle survient, en plus de tous les autres : il faut alors faire face à des insultes, à des agressions physiques, à des intimidations, qui remettent en cause ni plus ni moins que votre être. Pourquoi ? Pour rien.

C'est de tout cela dont témoigne cette nouvelle enquête réalisée cette année grâce à la Fondation Jasmin Roy-Sophie Desmarais par l'Ifop, avec le soutien de la Fondation Jean-Jaurès et la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+ (Dilcrah). Elle reflète une situation d'ensemble, et propose de s'extraire un instant de la réaction émotionnelle qui nous saisit face aux témoignages bouleversants postés sur les réseaux sociaux ou recueillis par les bénévoles de l'association [SOS homophobie](#), qui célèbre ses vingt-cinq ans de lutte cette année. S'extraire de l'émotion ne veut pas dire la mépriser. D'abord parce que ces témoignages sont, un peu paradoxalement, une bonne nouvelle. Ils signifient de manière éclatante que la honte est en train de changer de camp : les victimes identifient les expériences qu'elles ont vécues comme des actes discriminatoires, et n'hésitent pas à les rapporter comme telles. Cette évolution de long terme marque un tournant de plus en plus marqué, et ce tournant est une victoire à lui tout seul. Ensuite parce que la réaction émotionnelle est aussi vitale pour la prise de conscience que mauvaise conseillère pour les choix politiques qui doivent en découler.

Signal d'alarme

Le premier constat de cette enquête est une relative stabilité du nombre de personnes rapportant avoir été victimes d'agressions verbales ou physiques LGBTphobes. C'est préoccupant car le niveau mesuré en 2018 par l'Ifop pour l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean-Jaurès et la Dilcrah était déjà élevé. Cette année encore, plus d'un tiers des gays et des lesbiennes ont été victimes d'injures ou de menaces verbales dans la rue (37%) et un tiers dans les lieux publics (32%). Près d'un tiers ont subi une agression physique en milieu scolaire ou périscolaire. La proportion est moindre mais pas moins préoccupante pour les personnes bi : un cinquième a été victime d'injures ou de menaces verbales dans la rue ou dans les lieux publics et d'agressions physiques en milieu scolaire ou périscolaire (18%). Ce nombre est d'autant plus préoccupant que, pour les personnes bi, les agressions, particulièrement les agressions physiques, sont en hausse notable par rapport à la précédente enquête. C'est un signal d'alarme. Cela signifie que les actions de l'État n'ont pas été suffisantes pour améliorer la situation.

C'est d'ailleurs ce que confirme un article de *Têtu* paru le 9 mai 2019 à propos d'un sondage financé par Le Refuge : près d'un Français sur deux estime que l'État ne s'implique pas assez dans la lutte contre les LGBTphobies.

Insécurité dans tous les contextes et tous les lieux

35% des personnes LGBT interrogées déclarent avoir déjà été discriminées en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. C'est 2% de plus que dans l'enquête présentée par l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean-Jaurès en 2018. Ce qui est tout aussi frappant, c'est que c'est un phénomène qui n'épargne aucune situation : en fréquentant un établissement scolaire (28%), au travail dans l'entreprise (23%), aux alentours du domicile (23%), dans un club sportif ou une salle de sport (20%), en prenant un verre dans un café, en mangeant au restaurant ou en s'amusant dans une discothèque (17%), en rentrant chez soi en taxi, VTC ou transport en commun (16%), en faisant ses courses (15%), en cherchant un emploi (22%), en s'adressant aux forces de l'ordre (21%), en vacances dans un hôtel, une maison d'hôtes ou un camping (18%), en effectuant une démarche auprès d'un service public ou d'une entreprise (17%), en cherchant à louer un logement (19%), en cherchant secours auprès de professionnels de santé (17%). Femmes et hommes déclarent sensiblement les mêmes niveaux d'agression dans les différents contextes (2 points ou moins d'écart), excepté dans trois contextes, où les femmes sont nettement plus concernées : le logement (6 points d'écart), les cafés et restaurants (5 points), le rapport aux professionnels de santé (4 points).

Pour la deuxième année consécutive, les réponses à cette question permettent d'affirmer, une fois de plus, que les agressions verbales et physiques sont un poison qui peut intervenir à n'importe quel moment de la vie et dans n'importe quelle circonstance. Ça ne reflète pas tant un état de la société française – les comportements discriminatoires sont heureusement minoritaires – qu'une idée de la vie quotidienne des personnes LGBT. Cet événement dévastateur mentalement, ou pire, qui peut vous surprendre n'importe où.

Des atteintes graves aux biens et aux personnes

Des moqueries, des propos vexants (33%), des insultes, des injures (29%), des menaces (19%), des menaces d'outing (18%), des vols, des dégradations de bien, des destructions de bien (21%), des gifles, des coups, de la violence physique (22%), des attouchements (22%), des menaces d'agression sexuelle (15%), des viols (11%) : voilà en termes plus concrets ce que sont les LGBTphobies aujourd'hui en France. L'enquête dégage trois groupes d'agression : les agressions

verbales, dont sont victimes un tiers des personnes interrogées, les menaces, les agressions physiques et les attouchements, dont sont victimes un cinquième des personnes interrogées, et les agressions sexuelles dont a été victime plus d'une personne interrogée sur dix.

Dans l'éditorial du rapport 2018 de SOS homophobie, Joël Deumier, président, et Véronique Godet, vice-présidente, écrivaient : « Comment aujourd'hui ne pas craindre de vivre et d'aimer dans une société où la différence est synonyme de moqueries, d'insultes, de coups et de violences ? ». C'est ce sentiment que nous fait partager cette enquête. Ce sentiment diffus d'insécurité qui n'est pas obsédant mais qui contraint trop nos vies, au point, parfois, de « craindre de vivre ».

Les trois premiers lieux cités par les personnes LGBT interrogées comme lieu d'agressions verbales méritent que l'on s'y arrête : dans la rue (25%), dans les lieux publics (23%), dans un établissement scolaire (20%). Trois lieux symboliques : la rue, pour se déplacer librement, les lieux publics, que nous avons tous en commun, les établissements scolaires, où l'on apprend à faire société et à se développer en tant qu'individu. Le trio de tête pour les agressions physiques est le même. Et il y a un quatrième lieu qui pose question : le foyer ou l'environnement familial. 15% des personnes interrogées déclarent y avoir subi des agressions verbales et 12% des agressions physiques.

L'école : un chantier pour aujourd'hui et demain

Voilà bien deux sujets de travail pour les pouvoirs publics : la régulation des lieux que la société partage et la réaction aux violences vécues dans le huis-clos des familles. Les outils législatifs existent, mais c'est souvent leur mise en œuvre qui pose problème, par surcharge de travail et manque de formation des services de police, malgré les efforts importants de l'association FLAG !, association LGBT des professionnels des ministères de l'Intérieur et de la Justice.

Le huis-clos des familles est un sujet plus complexe à traiter. Si les situations de maltraitance LGBTphobes en leur sein, et notamment les mises à la rue sont des urgences pour lesquelles des solutions de mise à l'abri et d'accompagnement des victimes doivent être à la hauteur de la demande, réelle, dans tous les territoires, prévenir ces violences en abordant clairement ces enjeux dans le cadre d'actions de soutien à la parentalité est également une nécessité, car le potentiel dévastateur pour un.e enfant ou un.e jeune de ces expériences est immense. Les pouvoirs publics ont un rôle à jouer pour briser le tabou de ces violences.

Reste l'école qui doit être un chantier prioritaire pour deux raisons. D'abord parce que s'y joue trop de discriminations, venant des élèves eux-mêmes et, c'est sans doute pire, des enseignants.

Ensuite parce que c'est elle, pour reprendre les mots de Jaurès, qui « inaugure et prépare la vie des sociétés ». De nombreuses associations interviennent en milieu scolaire avec des bénévoles formés. Ce qui ressort de ce travail est encourageant, le dialogue est toujours fécond avec les élèves et les enseignants. Dans un collège de la région Centre-Val de Loire, le GAGL d'Orléans est venu, à l'invitation de l'équipe enseignante, passer la journée du 17 mai (journée internationale de lutte contre les LGBTphobies), en 2018. Les bénévoles de cette association avaient décidé de centrer leur action sur les « alliés », les élèves et enseignants qui n'avaient pas de problème avec l'homosexualité, qu'il fallait rendre visibles. Ils ont proposé la réalisation de badges, chacun dessinant le motif ou le slogan qu'il accrocherait sur son blouson, sur son sac à dos. Sur un établissement de mille élèves, les militants associatifs s'attendaient à réaliser une centaine de badges : ils y ont passé la journée entière et sept cents élèves ont tenu à créer leur badge contre les LGBTphobies. Au-delà de ces nombreuses expériences réussies, force est de constater que, reposant quasi-exclusivement sur l'engagement bénévole des associations, ces interventions ne sont pas assez généralisées et restent soumises au bon vouloir des établissements. Ces interventions, correspondant à un objectif citoyen de lutte contre les discriminations qui fait partie des missions de l'école, doivent devenir plus systématiques et nécessitent pour cela de reposer sur l'engagement plus volontariste de l'Éducation nationale. Car ce constat a déjà largement été démontré : les activités spontanées en milieu éducatif ne contribuent pas, à elles seules, au développement des habiletés sociales des élèves. Les écoles doivent mettre en place rapidement des mesures éducatives, intégrées aux programmes scolaires, pour cultiver les compétences émotionnelles et relationnelles des élèves. En effet, « préparer la vie des sociétés », c'est, par exemple, construire une relation bienveillante à l'Autre.

L'expression de genre, obsession des agresseurs

Comme dans les résultats de l'enquête de l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean-Jaurès en 2018, c'est la visibilité qui apparaît souvent comme l'élément déclencheur. 75% des personnes interrogées déclarent avoir « été victimes d'intimidations, de menaces ou de commentaires blessants ou désobligeants en lien avec leur apparence, leur orientation sexuelle ou identité de genre, leur façon de se comporter ou de s'exprimer ». Si l'on s'intéresse aux agressions vécues au cours de la vie, par exemple, là où 55% de l'ensemble des personnes LGBT en déclarent, c'est le cas de 80% des hommes se décrivant comme androgynes et de 71% de ceux qui se décrivent comme féminins d'apparence (contre 53% des hommes se décrivant comme masculins d'apparence), et de 69% des femmes se décrivant comme androgynes et 66% de celles qui se décrivent comme masculines (contre 51% des femmes qui décrivent leur apparence comme féminine). Un phénomène similaire se retrouve sur l'ensemble des types d'agressions et de discriminations évoquées, qui tend à indiquer qu'avoir une apparence androgyne ou féminine pour un homme,

androgynous ou masculin pour une femme, est un facteur de risque pour les expériences de LGBTphobies. Selon le type d'actes envisagés, les proportions exactes changent, mais ces populations se démarquent toujours clairement de celle des hommes se décrivant comme masculins et des femmes se décrivant comme féminines. Ce qui fait problème aux agresseurs, c'est le fait de s'émanciper des expressions hétéronormatives des genres masculin et féminin, de remettre en question les rôles sociaux de sexe et les codes vestimentaires et comportementaux qui s'y associent.

La socialisation est un autre facteur de visibilité qui semble être déterminant. Si 35% des personnes LGBT ont fait l'expérience d'une discrimination au cours de leur vie, tous types confondus, c'est le cas uniquement pour 20% de ceux qui déclarent ne jamais fréquenter les lieux LGBT et de 55% qui déclarent les fréquenter régulièrement. De même, n'avoir que des amis hétérosexuels semble associé à de faibles expériences déclarées de LGBTphobies (22%), comparé au fait d'avoir quelques amis LGBT (35%), autant d'hétérosexuels que de LGBT (45%) ou majoritairement des amis homosexuels (47%). Si les proportions dans lesquelles ces éléments ont ou pas un impact sont à pondérer par la taille des échantillons et varient en fonction du type de discrimination ou d'agression vécue, la non-fréquentation de lieux LGBT et le fait de ne pas avoir d'amis LGBT semblent facteur de protection, ce qui peut être interprété comme une conséquence du fait que la personne soit moins visible en tant que personne LGBT.

Lorsque les agressions sont le fait de personnes LGBT (26%), on constate empiriquement que cela porte autour d'arguments opposant différentes façons, certaines qui seraient acceptables et d'autres qui ne le seraient pas, de vivre son orientation sexuelle. L'exemple récent de la tirade d'anthropologie de comptoir de Pierre Palmade dans l'émission « On n'est pas couché » est édifiant : « il y a les homos et les gays. [...] Les gays ce sont les gens qui mangent gay, qui rient gay, qui vivent gay, qui parlent gay [...] Et les homos ce sont des gens qui sont homos mais ça n'est pas marqué sur leur front ». Il n'a pas tardé à trouver le soutien d'un autre saltimbanque télévisuel, de l'émission de télé-poubelle de Cyril Hanouna, Matthieu Delorme : « il y a des gens comme moi qui sont homosexuels dans la sexualité. On préfère coucher avec des garçons mais dans la vraie vie, je ne tiens pas la main d'un garçon, je n'ai pas les goûts des autres homosexuels ». Outre le fait que ces propos témoignent d'un mal-être profondément ancré qui relève de l'homophobie intériorisée, on voit que ce qui fait problème dans cette optique, ce n'est pas tant l'orientation ou des pratiques sexuelles que l'expression du genre dans la sphère publique. Le chantier reste immense dans ce domaine et rejoint largement le combat féministe autour des enjeux de déconstruction du genre. Car s'affranchir de l'expression majoritaire des genres, c'est aussi remettre en cause la hiérarchie qui en découle dans les rôles sociaux et ses effets.

Enfin, le profil des victimes fait également ressortir l'effet des discriminations croisées. Le fait d'être perçu comme une personne blanche semble en effet plutôt associé à une moindre expérience de LGBTphobies par rapport aux personnes perçues comme non-blanches (59% contre 68% d'expérience d'au moins une forme d'agression dans la vie, 35% contre 44% s'agissant des expériences de discrimination au cours de la vie). De même, le fait d'être catholique (30% d'expérience de discrimination, 50% d'expérience d'agressions) ou sans religion (34% pour les discriminations, 55% pour les agressions) semble exposer à moins d'expériences de LGBTphobies au cours de la vie que le fait d'avoir une autre religion (56% pour les discriminations, 67% pour les agressions). S'il reste nécessaire d'affiner l'analyse au regard des effectifs considérés, une première étude des résultats semble pointer une victimation plus forte des personnes qui sont elles-mêmes exposées à d'autres types de discrimination.

Qui agresse ? Des hommes jeunes et lâches

Selon le dictionnaire Robert, un lâche est celui « qui manque de rigueur morale, de courage, qui recule devant le danger, qui est cruel sans risque ». L'enquête 2019 contient un certain nombre de questions permettant de dresser un « portrait-robot » des agresseurs. 61% des personnes interrogées ont eu à faire à des groupes, soit plusieurs agresseurs, soit un agresseur qui joue son leadership sur le groupe. Dans 78% des cas, l'agresseur est un homme, et dans 75% des cas, il est âgé de moins de trente ans. Les réponses à cette série de questions sont parfaitement cohérentes avec les observations de terrain. La description spontanée qu'en donnent les victimes propose un profil varié où dominant la force physique (10% décrivent une personne de grande taille) et l'agressivité (7%) des agresseurs. Spontanément, fort peu de répondants (12%) mentionnent l'origine réelle ou supposée de leurs agresseurs, ce qui témoigne du caractère peu opérant des lectures ethnicisantes des agressions LGBTphobes.

Que font les victimes face aux faits et aux risques LGBTphobes ?

54% des personnes interrogées ont parlé de leur agression à des proches. C'est une bonne nouvelle, encore insuffisante. Or, quand on est victime d'agression, en parler fait partie des moyens que l'on a pour surmonter le traumatisme. Déposer plainte, obtenir la reconnaissance du fait que l'on a été victime, est la traduction institutionnelle de ce mécanisme. Et sur ce point, les pouvoirs publics ont encore du travail car seulement moins d'une personne sur trois signale les faits aux forces de l'ordre et une sur cinq dépose plainte, pour des raisons complexes que l'étude n'aborde pas mais que les associations LGBT associent souvent à une peur d'être ainsi « outé-e » et/ou à la crainte de la réaction des forces de l'ordre. La méconnaissance de ses droits, une confiance faible

en la possibilité réelle de voir la plainte suivie d'effets constituent traditionnellement les autres ressorts de tels phénomènes de sous-déclaration. L'action publique doit se saisir de cet enjeu sans quoi l'ensemble de la lutte contre les discriminations en sera affaibli.

Au-delà de la réaction immédiate, ces agressions LGBTphobes ont des conséquences plus profondes sur la vie des personnes LGBT. Près des deux tiers des LGBT ont déjà évité de tenir la main de leur compagne ou de leur compagnon en public (62%) et de l'embrasser (63%). Entre la sphère publique et la sphère privée, le voisinage se révèle comme un lieu sensible pour les personnes LGBT. La moitié des personnes LGBT ayant déjà été en couple ont déjà évité de se montrer ainsi à leurs voisins. Ce risque LGBTphobe débouche aussi sur des stratégies d'évitement de certains territoires perçus comme dangereux : 37% des personnes interrogées évitent de se rendre dans certaines zones et, pire encore sans doute, 33% évitent de rentrer seules à leur domicile.

Nous avons gardé le pire pour la fin. Le pire, c'est quand la mort apparaît à la personne en souffrance comme la meilleure solution pour résorber ses souffrances. 60% des personnes LGBT victimes d'une agression physique récemment admettent avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois, contre 18% chez les personnes LGBT n'ayant jamais été agressés et moins de 5% chez l'ensemble des Français. Le risque suicidaire, déjà identifié par l'Inpes comme un réel enjeu de santé publique pour les personnes LGBT en France, est ici clairement associé à l'expérience d'une agression. Cette réalité appelle encore une fois à une prise en compte déterminée de la part des pouvoirs publics.

En bref...

Cette enquête réalisée par l'Ifop pour la Fondation Jasmin Roy-Sophie Desmarais en 2019 confirme de nombreuses données recueillies grâce à l'enquête réalisée en 2018 pour l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean-Jaurès et en approfondit certains aspects. Elle confirme la nécessité et l'urgence d'intensifier les politiques publiques et les initiatives citoyennes pour donner réalité pour tous et toutes au droit à une vie sans discriminations.



